

Barta

TRAVAILLEURS !

Cinq années de guerre...

24 Octobre 1944

Tract

TRAVAILLEURS !

Cinq années de guerre ont constamment aggravé la situation des masses laborieuses et de la population pauvre. Aujourd'hui nous nous trouvons en face d'un hiver sans charbon et sans provisions. Le chômage sévit, les salaires sont bas, insuffisants, la paralysie économique grandit démesurément la misère: pas de vêtements, pas d'alimentation, pas de chauffage !

Les organisations de la classe ouvrière, dans lesquelles les travailleurs ont mis leur confiance, s'adressent au gouvernement, à l'État, pour lui demander de prendre des mesures contre les capitalistes, qui se sont enrichis de la misère des travailleurs, qui se sont fait de la guerre une source de profits, qui s'opposent aujourd'hui à la reprise de la production là où leurs intérêts le leur dictent, qui s'opposent à l'augmentation des salaires, qui dirigent la répartition des ressources financières et des ressources de matières premières dans un intérêt de spéculation capitaliste, qui continuent à faire fleurir le marché noir et *affament les ouvriers*.

La CGT dit dans une résolution du 13 octobre: "*Les Fédérations nationales ont fait la preuve que la classe ouvrière et les techniciens étaient prêts à l'effort et à la collaboration.*"

On attend une réponse d'en haut."

Mais il apparaît tous les jours d'une façon évidente qu'en haut, l'État est resté l'État des capitalistes. Tandis que les salaires sont dérisoires, tandis que le chômage sévit, le prix du pain, des loyers, de l'électricité monte. Au sujet de la nationalisation, qui devait briser la puissance des capitalistes et être le point de départ d'une économie plus rationnelle, le ministre de la Production industrielle déclare: "*IL N'EST PAS QUESTION DE TOUCHER DES INDUSTRIES OÙ L'ÉMULATION ENTRE LES PERSONNES, L'INITIATIVE PRIVÉE ET LA LIBRE CONCURRENCE DEMEURENT DES FACTEURS DE PROGRÈS.*" En fait il s'avère que ces industries où l'initiative, c'est-à-dire LE PROFIT, doit rester privée, ce sont toutes les industries. Chez Renault formellement réquisitionné, l'administrateur-directeur remplaçant est un représentant des 200 familles. Pareillement partout où "l'épuration" a passé: chez Hispano-Suiza, chez Gnôme et Rhône, à l'IP, etc... Aucune expropriation effective n'a eu lieu. On parlait de la confiscation des énormes fortunes de guerre, mais on en est resté au projet. En accord avec la haute finance, le gouvernement prépare la déflation de la monnaie, tandis que la plupart des grosses fortunes sont investies et une bonne part dissimulées par des opérations bancaires.

NULLE PART DANS AUCUN DOMAINE RIEN NA ÉTÉ CHANGE.

Les dirigeants social-patriotes eux-mêmes, qui s'adressent à l'État, ne se plaignent-ils pas en même temps de ce que la majorité des ministres agissent tout à fait comme des agents des capitalistes ?

Il faut que cesse ce jeu des social-patriotes *qui s'adressent à l'État pour résoudre des problèmes que celui-ci ne peut pas résoudre, parce qu'il est l'État des capitalistes*, mais qui viennent ensuite, comme Benoît Frachon, déclarer que "*les ouvriers sont prêts à faire les sacrifices qu'il faudra, à ne ménager ni leur temps ni leur peine*", uniquement parce que les social-patriotes ont aujourd'hui le droit de servir de "conseillers" à ce même État !

Le problème est ailleurs: *IL EST DE SA VOIR SI NOUS POUVONS NOUS UNIR POUR IMPOSER, PAR UNE VOLONTÉ INEBRANLABLE DES SOLUTIONS OUVRIÈRES AUX DIFFICULTÉS DE L'HEURE.* Seul le bloc uni de la classe ouvrière prenant elle-même la défense de ses affaires et de ses intérêts face aux intérêts des capitalistes, peut arriver à nous tirer, nous les travailleurs et tout le pays, de la situation actuelle. Par quel moyen ? Par un moyen tout à fait à la portée de la classe ouvrière, si seulement celle-ci est décidée à lutter : *LE CONTRÔLE OUVRIER.*

Le contrôle ouvrier ce n'est pas la formation d'une commission de bureaucrates syndicaux en pourparlers de salon avec le patron, où ils subissent la corruption et la puissance de celui-ci. C'est la classe ouvrière, ce sont tous les ouvriers de l'usine qui par la force de leur action et par une délégation élue et révocable à tout instant par eux (le Comité d'usine) exigent du capitaliste le *droit de regard et de contrôle*, avec le concours des techniciens, sur la production et la comptabilité de l'entreprise. Ainsi les capitalistes ne pourront plus, à l'abri des secrets industriels et commerciaux, *saboter, soustraire leurs ressources, dissimuler les matières premières, produire dans un but de spéculation, etc...* *LE CONTRÔLE OUVRIER RENDRA IMPOSSIBLE TOUTE MANOEUVRE DU PATRON CONTRE LES OUVRIERS, SANS QUE CEUX-CI NE SACHENT IMMÉDIATEMENT À QUOI SEN TENIR.*

Le gouvernement promet aux ouvriers la création de comités consultatifs, sans porter atteinte à l'unité de direction, c'est-à-dire à l'autorité patronale (déclaration du ministre de la Production, 17/10). *Qu'est-ce d'autre que les "Comités sociaux" de Vichy ?*

Tout le monde reconnaît que l'économie est mal dirigée par les capitalistes, qu'un plan serait nécessaire pour la défense des intérêts des travailleurs. Beaucoup reconnaissent, et nous l'affirmons, que *"les ouvriers sont capables, avec l'aide des cadres, de diriger les usines non pas aussi bien, mais MIEUX que les patrons "*. Mais JAMAIS on n'octroiera "d'en haut" aux ouvriers le droit de regard sur la production. *ET LES MAUX QUI PESENT SUR LES MASSES NE SERONT PAS ABOLIS.*

Mais plus tôt la classe ouvrière se décidera pour une lutte décidée, sérieuse, soutenue, *plus elle abrègera ses souffrances, plus elle évitera des désillusions et des défaites MILLE FOIS plus dures, MILLE FOIS plus coûteuses que sa propre lutte.*

Pour briser le sabotage de la bourgeoisie, VIVE LE CONTRÔLE OUVRIER !

24 Octobre 1944

UNION COMMUNISTE (4ème Internationale)